

“PRINTEMPS ARABE” : L’EMBARRAS DES DIPLOMATIES OCCIDENTALES

■ FRANÇOIS BUJON DE L’ESTANG ■

À l’instar des grandes catastrophes naturelles ou des secousses telluriques, les grands événements géopolitiques prennent toujours le monde au dépourvu. Personne n’avait vu venir l’ouverture soudaine du mur de Berlin en 1989, l’effondrement brutal de l’Union soviétique en 1991, l’invasion du Koweït par Saddam Hussein dans l’été 1990 ni l’attaque terroriste sur les Twin Towers le 11 septembre 2001. Chacun de ces événements a retenti comme un coup de tonnerre, et pris de court gouvernements, appareils diplomatiques ou services de renseignement. Sans doute ont-ils tous été le produit d’un lent travail souterrain, fréquemment analysé avec pertinence par les experts, mais dont l’aboutissement, toujours abrupt, a infailliblement surpris.

« Ce n’est qu’une fois qu’ils se sont produits que l’on s’aperçoit combien les grands événements étaient faciles à prévoir », écrivait Albert Thibaudet, en vrai philosophe de l’histoire.

Les révolutions arabes de 2011 viennent à nouveau illustrer cette vérité. Des troubles civils persistants en Tunisie, devenus

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

graves à la fin de l’année 2010, ont entraîné la première de ces rébellions, qui a abouti en trois jours à la chute et à la fuite à l’étranger du président Ben Ali le 14 janvier. Parti de Tunisie, le feu s’est immédiatement propagé en Égypte, entraînant, au terme de manifestations de masse dans l’ensemble pacifiques grâce à la retenue des forces armées, la déposition du président Moubarak le 15 février. Depuis lors, une vraie révolution, sanglante, elle, se développe en Libye, tandis que des troubles civils graves se produisent au Yémen et à Bahreïn, que l’Algérie semble à son tour prête à se soulever, que des heurts sanglants ont lieu à Oman, et que des manifestations sporadiques mais inquiétantes se sont déroulées au Maroc et en Jordanie. Même si le calme y persiste, l’inquiétude gagne l’Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et même la Syrie.

Aucune des diplomaties occidentales n’avait prévu ces explosions. Et pourtant tous les observateurs du monde arabe percevaient depuis des années le développement d’un malaise économique et social persistant, nourri par une démographie incontrôlée, le chômage massif des jeunes rendu plus intolérable encore par les progrès de l’éducation, l’absence de toute perspective entretenue par une vie publique cadencée, ne laissant aucun espace aux libertés, l’omniprésence de la corruption et la sclérose de régimes en place depuis trop longtemps, fermés à toute évolution. Il n’est que de lire leur correspondance diplomatique publiée par WikiLeaks pour constater, par exemple, que les ambassades américaines avaient bien analysé ces phénomènes : tout porte à penser que, si elles avaient dû faire l’objet des mêmes indiscretions, les analyses de nos propres ambassades et de la plupart des grandes chancelleries européennes témoigneraient de la même clairvoyance. Mais l’éruption n’avait pas été prévue. Elle a tout emporté sur son passage : les moyens modernes de communication, Internet, les réseaux sociaux, les smartphones et la vidéo ont permis à l’incendie, une fois allumé, de se propager à la vitesse de l’éclair, prenant de court d’abord les régimes mis en cause mais aussi, bien sûr, les gouvernements étrangers.

La soudaineté du phénomène n’est toutefois pas la seule raison de l’embarras des diplomaties occidentales. Une autre, moins avouable, tient à l’histoire récente : la quasi-totalité des régimes renversés ou contestés sont ou étaient établis depuis des décen-

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

nies et paraissaient, malgré l’évidence de leurs défauts ou de leurs faiblesses, intangibles. Le colonel Kadhafi était au pouvoir depuis quarante-deux ans, M. Hosni Moubarak depuis trente-deux, comme le président Ali Abdallah Saleh du Yémen, M. Ben Ali depuis trente. Les militaires du FLN contrôlent l’Algérie depuis la guerre d’indépendance, conclue voici près de cinquante ans. La dynastie des Saoud en Arabie comme celle des Khalifa à Bahreïn montrent des signes de vieillissement et de sclérose (à Manama, l’oncle du roi est Premier ministre depuis quarante ans ; le roi Abdallah d’Arabie saoudite a 87 ans, le prince héritier, Sultan, 83, et le troisième frère, ministre de l’Intérieur, le prince Naef, 79). Au nom de la *realpolitik*, et parce qu’il faut bien vivre, commercer, s’alimenter en pétrole ou vendre des armes, tous les gouvernements occidentaux ont traité pendant des années, sans états d’âme, avec ces régimes qui, tous, bafouent les valeurs que prétendent défendre nos démocraties.

Depuis la révolution islamique de 1979 en Iran, les gouvernements occidentaux ont fait plus que d’entretenir avec ces régimes de simples relations : ils ont littéralement pactisé avec eux tout en les sachant parfaitement autocratiques et corrompus, fermant délibérément les yeux sur leur corruption et leur mépris ouvert des libertés publiques, au nom de la nécessité de faire barrage au développement de l’islamisme et de lutter contre le terrorisme. Le président Sarkozy l’a reconnu dans son allocution télévisée du 27 février :

« Ces régimes, tous les États occidentaux et tous les gouvernements français qui se sont succédé depuis la fin des colonies ont entretenu avec eux des relations économiques, diplomatiques et politiques, malgré leur caractère autoritaire, parce qu’ils apparaissaient aux yeux de tous comme des remparts contre l’extrémisme religieux, le fondamentalisme et le terrorisme. »

Cet aveu pourrait être fait par tous les gouvernements occidentaux qui, par ailleurs, prônent quotidiennement les valeurs de démocratie, de progrès et de liberté. Comment, dès lors, ne pas témoigner de l’embarras devant des foules souvent fort jeunes qui se réclament de ces valeurs pour renverser ou pousser aux réformes les régimes soutenus par les Occidentaux depuis des décennies ? La vérité éclate aujourd’hui : les gouvernements de nos démocraties ont soutenu des régimes autocratiques et corrompus au nom de la

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

lutte contre le fondamentalisme islamique ; ce faisant, ils ont en fait nourri les ferments de l’islamisme. Les masses opprimées par ces gouvernements rejettent aujourd’hui tout à la fois ces régimes, leur autocratie, leur corruption, et bien souvent avec eux les Occidentaux qui les ont soutenus. Pourtant ce n’est pas à ces derniers que s’en prennent les manifestants ou les insurgés : tout le monde a remarqué l’absence complète de slogans anti-occidentaux, anti-américains ou anti-sionistes dans les manifestations de Tunis, du Caire, de Tripoli, de Sanaa ou de Manama. Les foules réclament les libertés, la démocratie, le progrès économique, une meilleure répartition des richesses et la fin de la corruption. Les gouvernements des grandes démocraties ne peuvent pas ne pas souscrire à de telles revendications. Mais ils sont tous compromis avec les régimes auxquels elles s’adressent.

À cette turpitude morale s’ajoutent souvent des compromissions d’un autre type. Dans les cas les plus extrêmes, le spectre de l’islamisme a pu amener les démocraties occidentales à préférer la dictature à leurs propres valeurs. Elles ont ainsi applaudi à la suspension par le gouvernement algérien des élections générales dont le premier tour avait donné, en 1994, la victoire au Front islamique du salut ; et, en Palestine, les Occidentaux ont choisi d’ostraciser le Hamas, sorti victorieux des élections palestiniennes et désormais au pouvoir dans le ghetto encerclé de Gaza.

Des enjeux stratégiques

L’Égypte constitue un cas particulier, en raison de son importance stratégique. Pays le plus peuplé du monde arabe, charnière naturelle entre le Moyen-Orient et l’Afrique, mais aussi premier pays arabe à avoir conclu, voici plus de trente ans, la paix avec Israël à l’initiative du président Sadate, l’Égypte de M. Moubarak, solidement tenue en main par une armée qui constitue l’ossature du pays et reçoit une aide américaine d’un milliard trois cent millions de dollars par an, apparaît comme le pilier de la sécurité de l’Occident dans le monde arabe. Jusqu’en janvier dernier, tout ce qui se passait en Égypte était analysé à travers un double prisme : celui de la sécurité d’Israël et celui du danger islamique incarné par les Frères

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

musulmans. Il suffisait que l’Égypte prêle son concours à Israël pour assurer la sécurité de la frontière de Gaza et contrôle les progrès des Frères musulmans à travers des élections truquées pour que le régime de M. Moubarak soit assuré, quoi qu’il fasse par ailleurs, de l’indulgence de Washington. Le *raïs* ne bénéficiait-il pas en outre du plein appui de l’Arabie saoudite, le plus fidèle allié des États-Unis au Moyen-Orient ?

La Libye du colonel Kadhafi constitue un autre cas, beaucoup plus tumultueux. Ses relations avec les pays occidentaux ont longtemps été orageuses. Le colonel Kadhafi recourait ouvertement au terrorisme (que l’on se souvienne de l’attentat de Lockerbie ou de celui du DC10 d’UTA), se lançait dans des aventures militaires au Tchad, soutenait le terroriste Carlos, et menait la guérilla partout contre l’Occident. L’Administration Reagan avait cherché à le tuer lors du raid aérien de Tripoli d’avril 1986. Mouammar Kadhafi avait ensuite connu les foudres du Congrès américain et les sanctions de l’ONU. Mais depuis qu’il avait ouvertement renoncé au terrorisme et à l’armement nucléaire en 2005 et soldé le contentieux de Lockerbie et d’UTA, il était rentré en grâce relative et les Occidentaux se pressaient pour commercer avec la Libye et développer ses ressources en hydrocarbures. C’est le gouvernement de M. Berlusconi, au nom de la repentance post-coloniale, qui était allé le plus loin dans les effusions douteuses avec le Guide. Mais les États-Unis, la France (ayons garde de ne pas oublier sa tente bédouine plantée avenue de Marigny, en reconnaissance pour la libération des infirmières bulgares), l’Espagne ou la Grande-Bretagne n’étaient guère en reste.

Si toutes les démocraties occidentales se sont accordées, au nom de la stabilité stratégique entre Israël et l’Égypte ou de la réinsertion de la Libye au sein de la communauté internationale, pour entretenir jusqu’à ces toutes dernières semaines des relations cordiales avec M. Hosni Moubarak ou, en dépit de ses extravagances, avec le colonel Kadhafi, chacune d’entre elles témoigne, au nom de ses propres intérêts, de tropismes particuliers.

Ainsi les États-Unis concentrent-ils toute leur attention sur la péninsule Arabique. Depuis l’accord du Quincy entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud en 1945, les États-Unis et l’Arabie saoudite sont liés par un pacte stratégique d’une grande simplicité : l’Arabie assure l’approvisionnement des États-Unis en

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

pétrole, et Washington pourvoit à la sécurité du royaume. Cette alliance a connu ses hauts et ses bas, mais a retrouvé toute sa pertinence depuis que le régime de Saddam Hussein a été détruit par les États-Unis en Irak, et que l’Arabie saoudite se retrouve seule en première ligne du monde sunnite contre la menace iranienne. L’Iran demeure l’archi-ennemi des États-Unis et de l’Occident, mais aussi de l’Arabie saoudite. Le régime des mollahs entretient le terrorisme, prône la destruction d’Israël, ambitionne de se doter d’un armement nucléaire, soutient le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais. Il étend son influence sur les populations chiites d’Irak, du Liban et de la péninsule Arabique, et ses ambitions de puissance régionale comme de *leader* du monde chiite inquiètent au plus haut point la monarchie saoudienne, « gardienne des Lieux saints ».

Celle-ci reste évidemment la clef du dispositif stratégique américain au Moyen-Orient et dans la région du Golfe. Aussi ce qui se passe sur ses pourtours concentre-t-il l’attention de la diplomatie américaine. Celle-ci s’inquiète des manifestations du « printemps arabe » au Yémen, à Bahreïn, et depuis peu à Oman. Au Yémen, pays à l’unité fragile et en proie à des conflits tribaux endémiques, Al-Qaida nourrit des réseaux actifs, et les États-Unis ont été conduits à fournir une aide militaire croissante au gouvernement du président Saleh. Or celui-ci se trouve en butte, depuis le mois de janvier, à des manifestations de masse demandant son départ, et peine à les contrôler. À Bahreïn, où les États-Unis ont installé depuis la guerre du Golfe une base d’appui de la V^e flotte, la dynastie sunnite des Khalifa, venue d’Arabie il y a deux cents ans, règne sur une population en majorité chiite. Celle-ci se révolte contre l’autoritarisme du gouvernement et, malgré une répression initialement sanglante, poursuit avec vigueur des manifestations à caractère plus politique que confessionnel. Les foules assemblées avec obstination sur la place de la Perle à Manama réclament le respect des libertés publiques, la démocratie, et la transformation du régime en une monarchie constitutionnelle. L’influence que l’Iran exerce sur ces foules n’est pas claire. Mais l’Arabie s’en émeut et les États-Unis s’y trouvent directement impliqués par la présence de la V^e flotte. La nature des préoccupations américaines est ici d’abord et avant tout d’essence stratégique.

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

Les préoccupations de l’Union européenne sont différentes. Attachée elle aussi à la sécurité d’Israël, l’Union partage certes l’intérêt des Américains pour la stabilité de l’Égypte et de la Jordanie. Mais elle ne joue qu’un rôle subsidiaire dans les efforts de règlement du conflit palestinien, et se contente de ce profil bas, laissant les États-Unis en première ligne. En revanche, elle est préoccupée au premier chef par ce qui se passe en Libye et au Maghreb. Des accords d’aide et d’association la lient avec les trois pays d’Afrique du Nord, et l’Union se sent directement concernée par les problèmes d’approvisionnement en hydrocarbures, comme par les problèmes d’immigration. Dans ce dernier domaine, elle s’appuyait sur les efforts déployés par la Libye et les États du Maghreb pour contrôler les départs. Or les révolutions risquent de faire voler ce système en éclats et de déboucher sur une vague d’immigration sans précédent à destination des rivages de l’Europe.

Naufrage de la diplomatie française

La France, elle, s’est trouvée directement mise en cause par les événements de Tunisie et d’Égypte, et par l’étroitesse des liens entretenus par ses présidents et ses gouvernements successifs avec les dirigeants de ces deux pays. Elle a des liens particulièrement étroits avec la Tunisie, ancien protectorat qui est à l’origine d’une importante immigration en France, où vivent un demi-million de Tunisiens. Elle a fermé les yeux pendant des années sur les méthodes brutales et expéditives utilisées par M. Ben Ali à l’égard de son opposition, ne voulant voir dans le régime du *rais* tunisien que ses efforts dans la lutte contre l’islamisme et le succès d’une politique économique assurant un taux de croissance régulier. À l’égard de M. Moubarak, la France a fait preuve pendant des années d’une complaisance similaire. À celle-ci se sont ajoutées les multiples compromissions et les mauvaises habitudes d’une classe politique décidément dépourvue de toute prudence et de tout scrupule : aux séjours répétés en France de M. Moubarak ont répondu en contrepoint séjours et villégiatures de beaucoup de nos dirigeants, depuis trente ans, au Caire, à Assouan, à Charm el-Cheikh ou sur le Nil, qui rendaient bien difficile de prendre du jour au lendemain le

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

parti de manifestants, si sympathiques soient-ils, contre un président âgé et usé jusqu’à la trame.

Ajoutons que le projet d’Union pour la Méditerranée, qui fut en 2007 la grande initiative diplomatique du président Sarkozy, reposait en grande partie sur la collaboration de MM. Moubarak et Ben Ali, qui en furent les deux principaux piliers, réussissant à y rallier non sans peine d’autres dirigeants plus réticents, à l’image du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

Comment s’étonner dans ces conditions que dès le début des troubles en Tunisie au mois de décembre, puis de l’insurrection en Égypte en janvier, les diplomaties occidentales aient toutes balbutié ?

Dans un tableau d’ensemble peu flatteur, force est de reconnaître, hélas, que le naufrage de la diplomatie française aura été le plus spectaculaire. Il l’aura été en Tunisie, tout d’abord. Les propos malheureux de la ministre des Affaires étrangères, offrant dans un premier temps le savoir-faire des forces de sécurité françaises au régime tunisien acculé par les insurgés, a mis le feu aux poudres. Les révélations de la presse sur les vacances tunisiennes de Mme Alliot-Marie et la défense maladroite de celle-ci ont fait le reste. Le président Sarkozy a eu beau expliquer habilement que le silence de la France était dû à un « devoir de réserve » naturel à l’égard d’un pays qui a jadis fait partie de l’empire colonial français, le mal était fait, et rien n’a permis depuis lors de remonter la pente. Faute de pouvoir envoyer à Tunis une ministre des Affaires étrangères désormais discréditée, l’Élysée a dû y dépêcher la ministre de l’Économie, Mme Christine Lagarde, accompagnée du ministre délégué chargé des Affaires européennes, M. Laurent Wauquiez, pour s’efforcer de nouer une amorce de dialogue avec le gouvernement tunisien, dont le Premier ministre a depuis lors démissionné.

Les contraintes n’étaient pas les mêmes avec l’Égypte, qui n’a jamais fait partie de la mouvance française, et où aucun faux pas n’a été commis. Mais Paris n’en a pas moins fait preuve tout au long de la crise d’un extrême embarras à l’égard du président Moubarak, cherchant au fil de déclarations contournées à ménager celui-ci tout en exprimant sa compréhension pour les insurgés, et à multiplier d’inutiles appels au calme. Cet embarras a été jusqu’à formuler, dans une déclaration solennelle du président de la République au lendemain de la déposition du *raïs*, un hommage

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

quasi-posthume à M. Moubarak, oblitérant du même coup le salut adressé aux aspirations des insurgés victorieux. Au moins M. Alain Juppé, dès sa nomination comme ministre des Affaires étrangères, s’est-il rendu au Caire et montré place Tahrir, avec à-propos et dignité, le 6 mars.

Sur tous les autres événements, notamment les manifestations de rue en Algérie et au Maroc, la France, pour des raisons certes compréhensibles, ne s’est pratiquement pas exprimée ou ne l’a fait que dans un murmure. Le Quai d’Orsay a toutefois salué « l’étape politique importante » que constituait la levée de l’état d’urgence en Algérie. La France est par ailleurs restée totalement absente du paysage troublé de la péninsule Arabique.

Il n’y a qu’au sujet de la Libye que Paris a pris position avec clarté et fermeté, en réclamant le départ du colonel Khadafi. Au lendemain d’une conversation téléphonique entre les deux présidents le 24 février, MM. Obama et Sarkozy ont appelé au départ rapide du Guide de la Jamahiriya libyenne. Depuis lors la France, qui s’était d’abord montrée à juste titre réticente à toute idée d’intervention ou de zone d’interdiction de survol sans autorisation expresse du Conseil de sécurité des Nations unies, s’est au contraire mise en flèche en accordant sa reconnaissance (au mépris de notre tradition diplomatique, qui ne reconnaît que des États et non des gouvernements) au Conseil national de transition de Benghazi, et allant jusqu’à préconiser, de manière bien velléitaire, des « frappes ciblées » aux contours imprécis, sans convaincre aucun de ses partenaires de l’Union européenne ni du G8.

Les États-Unis surfent sur la vague démocratique

Constater que les autres diplomaties européennes n’ont guère été plus heureuses et n’ont jamais trouvé le ton juste n’offre qu’une bien maigre consolation. Certaines ont bafouillé plus que d’autres : M. Berlusconi s’est ainsi longuement entretenu avec le colonel Khadafi la veille de la chute de Benghazi, alors que le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, se montrait au moins, lui, au Caire, et M. Zapatero à Tunis.

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

L’Union européenne en tant que telle a été quasiment inexistante. L’absence de la haute représentante de l’Union pour les relations extérieures, Mme Catherine Ashton, n’a surpris personne, compte tenu de la pauvreté de sa performance depuis sa nomination à l’automne 2009, et de sa propension chronique à n’avoir jamais le bon réflexe dans une situation troublée. Les réunions du Conseil des affaires étrangères ont, tout au long des crises tunisienne et égyptienne, laborieusement « mouliné » de trop longues déclarations, souvent en retard sur les événements et toujours dépourvues du moindre impact. Les chefs d’État et de gouvernement se sont pourtant efforcés de se faire entendre en manifestant leur unité. À deux reprises, trois d’entre eux d’abord (Mme Merkel et MM. Sarkozy et Cameron), puis cinq, MM. Zapatero et Berlusconi s’étant joints aux trois premiers, ont appelé solennellement M. Moubarak à faire droit aux revendications des foules et exhorté les militaires égyptiens à la retenue tout en exprimant sympathie et compréhension à l’égard des revendications. Autant en emporte le vent : dans le fracas de la place Tahrir, ils sont restés inaudibles.

Et que dire de la diplomatie israélienne, qui est apparue comme pétrifiée devant les événements d’Égypte ? De crainte de voir sa sécurité menacée par la disparition de M. Moubarak, et les insurrections mener à un chaos générateur de nouveaux dangers, les autorités de Jérusalem ont multiplié dans un vent de panique les déclarations de soutien au président égyptien, et cette seule démocratie du Moyen-Orient n’a jamais exprimé la moindre sympathie pour les aspirations à la liberté qui s’y exprimaient. Israël semble paralysé devant le tremblement de terre en cours, sans stratégie, sans imagination, sans initiative : même les partis d’opposition, centristes ou de gauche, n’ont pas appelé à la reprise urgente, dans ce paysage nouveau, de négociations avec les Palestiniens, ni à la moindre ouverture envers les autorités provisoires issues des événements du Caire et de Tunis.

Les États-Unis sont la seule puissance qui donne l’impression de s’être tirée jusqu’à présent sans accroc d’une situation riche en dangers, et peut-être même d’avoir gagné en crédit auprès des masses arabes. Les enjeux politiques et stratégiques sont pourtant de taille, et la diplomatie américaine se meut dans un champ de mines. Elle se trouve en effet prise entre le peu de goût de la Russie

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

et de la Chine pour des événements profondément déstabilisants et susceptibles d’entraîner chez elles une contagion, le conservatisme de M. Nétanyahou et du roi Abdallah d’Arabie saoudite cramponnés au *statu quo* en Égypte, l’angoisse des monarchies du Golfe et de Jordanie, et les menées de l’Iran qui s’efforce de tirer vers l’islamisme la couverture des insurrections arabes.

À dire vrai, Washington a fluctué, et à plusieurs reprises hésité entre la prudence et l’audace, entre l’ordre et le mouvement. La diplomatie américaine est restée discrète en Tunisie, tout en se dissociant très vite de M. Ben Ali. En Égypte, elle a d’abord donné l’impression de sympathiser avec les manifestants, et les dirigeants américains ont consacré leurs premières déclarations à appeler les militaires à la retenue et le gouvernement au dialogue. Puis, sans doute sous l’effet des vives pressions du roi Abdallah et du gouvernement israélien, les déclarations américaines ont paru un moment plus conservatrices et plus soucieuses de ménager M. Moubarak. Mais dans une troisième phase, le président Obama a choisi de se rallier à l’idée d’une mise à l’écart du président égyptien, et d’épouser la cause des manifestants de la place Tahrir, en appelant à une transition pacifique vers la démocratie. Il a retrouvé pour saluer le départ de M. Moubarak des accents faisant écho à son discours du Caire de juin 2009 et a réussi, ce faisant, à favoriser la déposition du *raïs* tout en évitant de le lâcher avec la brutalité et le cynisme dont avait jadis usé Washington avec le chah d’Iran.

Bahreïn constitue un autre test, tout aussi délicat pour la diplomatie américaine. Publiquement, celle-ci a lancé à intervalles réguliers des appels à la modération et au dialogue, et a été jusqu’à réprouver les premières tentatives de répression, qui avaient fait des victimes au sein des manifestants. Le président Obama s’est entretenu au téléphone à diverses reprises avec l’émir, et a prodigué des conseils d’ouverture et de réformes, tandis que dans les coulisses le vice-président Joe Biden, la secrétaire d’État Hillary Clinton et les hauts dirigeants du département d’État multipliaient les interventions à tous les niveaux, à Manama comme à Ryad, pour éviter un dérapage sanglant et prôner une évolution démocratique qui ne remette pas pour autant radicalement en cause les institutions de l’émirat. Chemin faisant, mais sans aucun éclat, Washington prenait donc le contre-pied du roi d’Arabie saoudite, qui préconise, lui, l’usage de la

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

manière forte et est allé jusqu’à dépêcher des troupes saoudiennes à Bahrein pour aider à mater l’insurrection.

Il est sans doute prématuré de tirer les leçons d’une situation encore très évolutive, et dont les développements à venir sont imprévisibles. Mais il apparaît tout de même aujourd’hui avec clarté que, dans l’ensemble, le président Obama est parvenu à donner l’impression, tout en évitant les chausse-trappes, qu’il était du bon côté de l’Histoire, et qu’il a surfé avec succès sur la vague démocratique déferlant sur le monde arabe. Certes, il a sans aucun doute heurté les partisans du *statu quo* qui, de Jérusalem à Ryad en passant par Amman et Damas, portent le deuil d’Hosni Moubarak et de la stabilité stratégique qu’apportait son régime. Il a sans doute aussi inquiété, par sa disposition à accepter le changement, les régimes fragiles d’Arabie saoudite et des monarchies du Golfe, qui n’y sont pas favorables. À bien des égards, Washington, sous la conduite d’Obama, donne l’impression de prendre le parti des peuples plutôt que celui des capitales, et d’accepter les périls du mouvement plutôt que de soutenir les rigidités d’un ordre devenu impopulaire.

Obama dans le vent de l’Histoire

Comment expliquer que les États-Unis, seuls parmi les puissances occidentales, s’en soient aujourd’hui si bien sortis ? Il semble possible d’avancer une quadruple explication.

Un premier élément tient au poids spécifique des États-Unis et à leur importance stratégique dans les équilibres fragiles de la région. Les États-Unis sont les États-Unis sont les États-Unis, pourrait-on dire, paraphrasant l’adage célèbre de John Rockefeller selon lequel « *a dollar is a dollar is a dollar* ». La révolution iranienne de 1979 avait montré que, malgré toute leur puissance, les États-Unis pouvaient parfois subir les événements, et que ceux-ci pouvaient se faire contre eux. L’intransigeance israélienne a montré par ailleurs que la volonté de l’Administration Obama de faire bouger les choses sur le front palestinien pouvait se heurter à un mur, et la Maison-Blanche y a perdu beaucoup de plumes. Mais, malgré tout, le poids des États-Unis demeure, même si le crédit de Washington apparaît entamé. Et en choisissant d’accompagner le

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

mouvement plutôt que de le contrarier en Tunisie, en Égypte et à Bahreïn, pays où les chances d’une évolution démocratique existent, les États-Unis ont sans doute retrouvé du lustre au sein des masses arabes. Seules leur tiédeur et leur circonspection à l’égard de la Libye pointent dans l’autre sens.

Un deuxième facteur tient certainement à la personnalité de M. Obama. Que ce premier président de couleur des États-Unis ait pu proclamer au Caire, dans le discours du 4 juin 2009, qu’il était « chrétien, mais que [son] père venait d’une famille kényane qui a compté des générations de musulmans » est loin d’être indifférent, de même que le fait historique, qu’il a lui-même souligné dans le même discours, qu’un « Afro-Américain du nom de Barack Hussein Obama puisse être élu président » aux États-Unis. Qui d’autre que lui pouvait se référer à l’enseignement de Martin Luther King en saluant, au lendemain de la déposition de M. Moubarak, le succès de ceux qui étaient parvenus à affirmer leur dignité et à revendiquer leur liberté ?

Le discours du Caire avait en outre donné au président américain une référence idéologique claire et cohérente, qui confère à ses propos une tonalité unique distinguant désormais Washington de toutes les autres capitales occidentales. Soigneusement réfléchi et composé, ce discours avait constitué une véritable refondation de la politique des États-Unis à l’égard du monde arabe et même plus largement musulman. Plus encore qu’une reconnaissance des valeurs de l’islam et un plaidoyer en faveur de la tolérance et du dialogue des cultures, le discours du Caire recherchait des convergences profondes entre les valeurs de l’Amérique et celles de l’islam. M. Obama n’y affirmait-il pas notamment :

« Je crois très profondément que tous les peuples aspirent à certaines choses : la possibilité de s’exprimer librement et d’avoir leur mot à dire sur la façon dont ils souhaitent être gouvernés ; la confiance dans l’État de droit et dans une justice égale pour tous ; un gouvernement qui soit transparent et qui ne vole pas le peuple ; la liberté de mener la vie de son choix. »

Barack Obama ne s’est pas avancé dans le monde troublé du Moyen-Orient sans des repères idéologiques très solides.

Enfin, la diplomatie américaine a su faire preuve au fil de ces derniers mois de tact et de doigté, conciliant habilement les

CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

“Printemps arabe” : l’embarras
des diplomaties occidentales

exigences de la *realpolitik* et le respect des valeurs fondamentales. Elle a su montrer parfois la force, pour qu’on ne l’oublie pas : des navires de guerre américains croisent au large des côtes libyennes tandis que le colonel Kadhafi multiplie des discours promettant des bains de sang et joint le geste à la parole, et à Bahreïn, pendant que les manifestants scandaient leurs slogans sur la place de la Perle, l’amiral Mullen, président du comité des chefs d’état-major, venait rendre visite aux autorités de l’émirat, comme pour mieux souligner que ce qui passait ne pouvait être indifférent à la puissance américaine. Mais tout porte à croire que, loin de la scène publique, la diplomatie américaine a su aussi faire preuve de souplesse.

Relevons toutefois qu’aux États-Unis même le président Obama est vertement critiqué par ses opposants pour son évidente indécision sur la crise libyenne et sera jugé sans complaisance sur l’évolution des événements en Égypte et dans la péninsule arabique.

L’Histoire dira où mèneront les révolutions de ce nouveau « printemps arabe ». Mais, par-delà les incertitudes et les périls qu’elles recèlent, la diplomatie américaine aura administré une leçon simple : l’habileté est nécessaire mais n’est pas suffisante, et la diplomatie est mieux à même de produire des résultats lorsqu’elle est conduite dans le respect de principes et de valeurs clairs et intangibles, que les exigences de la *realpolitik* ne doivent jamais faire perdre de vue.

Paris, le 16 mars 2011

■ François Bujon de l’Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd’hui président d’une société de conseil en stratégies internationales, et conseiller international d’une grande banque américaine en France.